

Soudan : Omar Al-Bachir, la quintessence du dictateur arabo-africain

lundi 15 avril 2019, par [HAYEK Caroline](#), [L'Orient-Le Jour](#) (Date de rédaction antérieure : 12 avril 2019).

Après trente ans de règne à la tête du Soudan, le président Omar Al-Bachir a été destitué le 11 avril par l'armée. Pour ce quotidien libanais, "il incarne ce qu'il y a de pire chez les dictateurs africains et ce qu'il y a de plus vénéneux chez les dictateurs arabes". Retour sur son parcours sanguinaire.

En décembre dernier, Omar Al-Bachir s'enorgueillissait d'être reçu par Bachar El-Assad à Damas, l'une des rares capitales à lui ouvrir encore ses portes. La scène est cocasse. On imagine les deux dictateurs comparer leurs états de service, s'échanger leur secret de longévité ou rire ensemble du jeu de cache-cache du Soudanais face aux mandats d'arrêt internationaux pour crimes de guerre, contre l'humanité et génocide qui lui pendent au nez. L'un a survécu à une révolution en perdant tout son pouvoir, [l'autre vient d'être délogé de son trône](#).

Le "printemps arabe" a de nouveau frappé à la porte de Khartoum. Après trente années de règne sans partage, ce ne sont ni la Cour pénale internationale ni les États-Unis qui ont eu raison de lui, mais bel et bien la rue soudanaise, qu'il sous-estimait plus que tout et qui manifestait depuis le 19 décembre à la suite de la décision du gouvernement de tripler le prix du pain.

Un satrape à part

Le despote a finalement été destitué par l'armée, celle-là même qui l'avait vu grandir. Omar Al-Bachir est un satrape à part. Il incarne ce qu'il y a de pire chez les dictateurs africains et ce qu'il y a de plus vénéneux chez les dictateurs arabes. Comme certains de ses pairs, il ne régnait plus que sur un tas de ruines. Et, comme la plupart de ses pairs, dégainer la théorie du grand complot américano-israélien était devenu une manie.

Issu d'un milieu modeste, comme Muammar Kadhafi, né dans une tente à Qasr Abou Hadi, dans la région de Syrte, Omar Al-Bachir est né en 1944 à Hosh Bannaga, un ensemble de huttes plantées dans le désert aride à 150 kilomètres au nord de Khartoum. Comme le dirigeant libyen, il s'engage très jeune dans les forces armées et prend la tête d'un mouvement putschiste, poussé, dit-il alors, par "la nécessité d'empêcher le pays de dépérir".

Dès son arrivée au pouvoir en juillet 1989, le général, ancien parachutiste et vétéran de la guerre du Kippour (1973), aux côtés des Égyptiens, tente d'incarner l'image d'un homme apolitique sérieux et compétent. Mais son gouvernement militaire ne tarde pas à adopter les codes d'une dictature véritable. Les partis politiques bien établis dans le pays sont interdits, les opposants sont emprisonnés et torturés.

L'islamisation de l'armée à marche forcée

Poussé par son guide de l'époque, Hassan Al-Tourabi, grand stratège du parti Front islamique, le nouveau chef de l'État va accentuer l'islamisation du pays, dans lequel deux mondes s'affrontent

depuis 1983. Au Nord, la culture arabo-musulmane et au Sud, une société tribale traditionaliste animiste et chrétienne. Bachir et Tourabi ont certes un parcours aux antipodes, le second étant issu des plus grandes universités européennes et parlant couramment le français et l'anglais, mais ils ont un point de convergence : l'islam politique.

Comme son mentor, issu des Frères musulmans, Bachir estime la marche du fondamentalisme religieux comme inévitable, à l'heure où le socialisme africain et le nationalisme arabe n'ont plus le vent en poupe. L'armée s'islamise et la charia est imposée.

Quelques jours avant son arrivée au pouvoir, la reporter de guerre britannique Lindsey Hilsum décrit l'homme qu'on présente aux journalistes comme le *"Big Man"*.

Sauf qu'il n'avait rien d'un grand homme. C'était un petit homme. Je ne parle pas physiquement, mais en termes de caractère. Il n'avait aucune présence, aucun charisme, aucun charme, aucun magnétisme", écrira-t-elle plus tard.

Mars 1996. Tout semble organisé pour que l'élection présidentielle soit d'aspect démocratique. Mais si 43 candidats se disputent le titre, bon nombre de Soudanais ne sont pas dupes et boycottent les urnes, estimant la victoire du militaire acquise d'avance.

Khartoum, plaque tournante des islamistes

Au vu de l'analphabétisme prédominant, le gouvernement remplace les noms des candidats par des images sur les bulletins de vote. Après tirage au sort, certains d'entre eux sont ainsi représentés par un éléphant, un fusil, une lame de rasoir ou une table. Omar Al-Bachir, lui, tombe sur le symbole d'un des animaux les plus inoffensifs qui soient : le faon.

Sept ans après avoir délogé le gouvernement démocratiquement élu de Sadek Al-Mahdi, Omar Al-Bachir est élu, sans surprise, président de la république du Soudan, renforçant ainsi sa légitimité à l'intérieur, alors qu'il est plus que jamais isolé sur la scène diplomatique. Ses relations avec les Occidentaux, notamment les Américains, sont exécrables depuis des années, ces derniers ayant rapidement décelé chez l'ancien chef de junte une appétence à soutenir des mouvements islamistes extrémistes sunnites comme chiites et des groupes qualifiés de terroristes par certains pays comme le Hamas, le Jihad islamique ou le Hezbollah.

Bachir a fait de Khartoum la plaque tournante des islamistes internationaux, en accueillant notamment le chef d'Al-Qaida Oussama Ben Laden, avant de l'expulser en 1996. Inscrit depuis 1993 sur la liste des États parrainant le terrorisme, le Soudan ne fait face à des sanctions économiques et commerciales qu'à partir de 1997. Rejetant la faute de la détérioration de l'image du pays sur Tourabi, considéré comme le "Khomeyni de Khartoum", le dictateur africain choisit de l'écarter du pouvoir décisionnel.

Darfour : 300 000 morts et 2,5 millions de déplacés

Les années 2000 et le boom économique que connaît le pays, grâce à la manne pétrolière, redorent le blason du président auprès d'une certaine partie de la population, qui en récolte les fruits et qui le reconduit pour un second mandat. La frustration agite toutefois certaines régions du territoire, notamment au Sud, qui réclame un partage plus équitable des richesses.

En 2003, Omar Al-Bachir mate par la force la rébellion au Darfour (Ouest), n'hésitant pas à financer et à armer les milices arabes, janjawids, et à bombarder les villages du Sud-Ouest. Selon l'ONU, les

violences au Darfour ont fait plus de 300 000 morts et 2,5 millions de déplacés.

George Bush aurait envisagé l'option de déloger le dictateur soudanais. Mais sa secrétaire d'État, Condoleezza Rice, aurait joué les garde-fous en faisant comprendre que les États-Unis n'auraient pas intérêt à envahir un troisième pays musulman (après l'Afghanistan et l'Irak), en particulier un pays pétrolier.

Mais le "bourreau du Darfour" n'a que faire de l'opinion diplomatique occidentale et publique, et encore moins de ce que pensent les célébrités engagées telles que George Clooney, Natalie Portman ou Steven Spielberg, de sa personne. L'homme à la fine moustache et aux lunettes dorées sait qu'il peut compter sur le soutien de certains de ses frères arabes, de plusieurs pays africains ou mieux encore de la Chine.

"Je n'ai peur que de Dieu"

La réaction de ses alliés lors de l'annonce, le 4 mars 2009, du mandat d'arrêt à son encontre par la CPI pour *"crimes de guerre et contre l'humanité"* au Darfour en est la preuve. Le trio Syrie-Iran-Hezbollah a été le premier à dénoncer ce mandat d'arrêt, suivi rapidement par d'autres. *"La CPI, les juges et le procureur, je les foule aux pieds"*, lance le 8 mars avec dédain Omar Al-Bachir, vêtu d'un costume vert safari, son crâne dégarni perlant de sueur sous un soleil de plomb, lors d'une visite éclair à El-Fasher, capitale historique du Darfour. En 2010, la CPI ajoute l'accusation de génocide. Une épuration ethnique au Darfour ? *"Pure invention"*, dénonce Omar Al-Bachir, qui voit l'ombre d'*"un procès politique"* et *"un tribunal manipulé"*.

Le 9 juillet 2011, le Sud proclame son indépendance et Khartoum perd les trois quarts de ses réserves pétrolières. Une concession énorme de sa part afin d'espérer sa sortie de la liste noire des États infréquentables. Entre-temps, il continue de voyager dans certains pays "amis" sans être inquiété.

"Vous n'avez pas peur de la CPI ?" lui demande un journaliste sur Euronews lors d'une interview en 2015, année où il est réélu avec 94 % des voix. *"Je n'ai peur que de Dieu"*, lui répond-il. Persona non grata lors de la visite de Donald Trump à Riyad en mai 2017, à laquelle il avait été initialement convié, le dictateur soudanais se consolait trois mois plus tard auprès de Vladimir Poutine à Moscou, déclarant que son pays avait besoin d'être protégé contre les *"actes agressifs"* des États-Unis. *"Cela fait vingt-cinq ans que certains tentent de mobiliser la rue soudanaise. Mais les gens sont toujours du côté de leur gouvernement"*, confiait-il à Euronews en 2015, plus sûr de lui que jamais.

Caroline Hayek

[Lire l'article original](#)

Caroline Hayek
L'Orient-Le Jour

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Courrier International

<https://www.courrierinternational.com/article/portrait-soudan-omar-al-bachir-la-quintessence-du-dictateur-arabo-africain>